

Du même coup, les propositions mises de l'avant à Doha sur la « transparence extérieure » ont été accueillies avec une certaine lassitude, ce qui reflète peut-être la perception que les manifestations anti-mondialisation ont franchi un sommet (une perception que plusieurs au sein de la société civile jugeraient erronée). En outre, on n'a pas répondu clairement aux préoccupations soulevées par le caractère intrusif des règles de l'OMC dans le secteur des services (où les mesures disciplinaires risquent d'influer sur la teneur de la réglementation intérieure et, peut-être, amener les comités de règlement des différends de l'OMC à rendre des décisions sur des questions de réglementation intérieure; plusieurs seraient alors incités à affirmer que les comités de l'OMC n'ont ni la compétence ni, à un niveau plus fondamental, la légitimité requises pour ce faire). Le règlement de la question plus vaste de la légitimité démocratique du mouvement de la société civile n'est donc pas encore en vue.

Conclusion

L'incapacité de lancer une ronde de négociations à Doha aurait été très dommageable sur le plan de la gouvernance mondiale. Il y a d'autres solutions que les États-nations peuvent envisager pour régler les problèmes les plus urgents en matière de commerce — après tout, l'OMC n'est pas la seule voie qui s'offre. Mais le bilatéralisme et le régionalisme en politique commerciale comportent eux-mêmes des risques.

Même s'il était impératif que la réunion de Doha connaisse un aboutissement fructueux, il est difficile d'apposer un qualificatif approprié à cette réussite — s'agit-il d'un cycle ou d'un programme d'action? De fait, la Déclaration de Doha n'a pas d'égale pour ce qui est de la dextérité avec laquelle on a utilisé une « ambiguïté constructive » pour dissimuler des divisions fondamentales. Peu importe le qualificatif qu'on lui attribue, le programme de travail sera arrêté lors de la cinquième réunion ministérielle de l'OMC, à Mexico, en 2003. Par conséquent, il est impossible de prédire à ce stade le sort que connaîtra la démarche fructueuse de Doha.